

# Japan Analysis La Lettre du Japon

no 3  
février 2006

## ANALYSE DE L'ACTUALITE

1. Sommet de l'Asie orientale et rivalités nippo-chinoises
2. Report de la réforme de la loi sur la succession impériale
3. Le défi démographique du Japon
4. Affaire Livedoor : la chute d'un symbole et d'une idole

## POINTS DE VUE D'ACTUALITE

Fujiwara Kiichi, « Reconstituer la diplomatie économique de l'Asie », *Sekai*, janvier 2006, pp.136-153.

Yoshida Haruki, « Commencer par établir une communauté économique », *Sekai*, janvier 2006, pp.171-177.

Hidaka Yoshiaki, « Pourquoi a-t-on retiré les Marines d'Okinawa ? », *Voice*, janvier 2006, pp.116-123.

Nakanishi Shintarô « L'épanouissement d'un nationalisme japonais », *Sekai*, février 2006, pp.104-111.

Harada Yutaka « La diminution de la population va renforcer le pays », *Voice*, février 2006, pp.83-89.

Kakibanashi Toshiaki, « L'impact de l'accroissement des écarts sociaux sur les ressources humaines », *Sekai*, mars 2006, pp.103-110.

## ANALYSE DE L'ACTUALITE

### 1. Sommet de l'Asie orientale et rivalités nippo-chinoises

La Communauté de l'Asie orientale a été lancée le 14 décembre, à la suite d'un sommet de l'Asean, puis de l'Asean et des chefs d'État coréen, japonais et chinois. Cette nouvelle impulsion donnée à la régionalisation a été bien accueillie. Ainsi, l'anthropologue des cultures Aoki Tamotsu salue cette initiative : pour la première fois, l'Asie cherche à se définir par elle-même, elle qui jusque là l'était par l'Europe ou par les Etats-Unis, et dans l'égalité, non dans l'influence d'une culture prédominant sur des cultures périphériques<sup>1</sup>.

Mais la Communauté, à peine esquissée, attise les craintes et les espoirs. La méfiance mutuelle qu'entretiennent la Chine et le Japon a influencé tant la composition de la CEA que le climat dans lequel s'est déroulé son premier sommet.

L'idée d'une communauté de l'Asie orientale est initialement formulée en 1990 par M. Mahathir, alors Premier ministre de Malaisie, pour faire contrepoids à l'APEC, née en 1989 d'un projet nippo-australien. Elle est reprise en 1999 par le président de Corée du Sud, Kim Dae-jung qui évoque la nécessité d'une zone de libre-échange Est-asiatique. L'Asean+3 adopte en 1999 une déclaration conjointe sur la coopération en Asie orientale.

Sur la proposition du président sud-coréen, les dirigeants des pays de la région (Asean+3) décident de la création d'un Groupe d'études de l'Asie orientale (*East Asian Study Group*), puis d'un *East Asian Vision Group* en décembre 1998 et en novembre 2000, respectivement. L'EAVG, composé d'intellectuels de ces pays, est finalement chargé des premières étapes de la réflexion et soumet un rapport en novembre 2001 au sommet de l'Asean+3 de Brunei. L'EASG, composé, lui, de représentants des gouvernements, est réuni en mars 2001 et, après examen de la faisabilité des propositions de leurs prédécesseurs, remet ses conclusions au sommet de Phnom Penh de novembre 2002 : celles-ci soulignent les bénéfices à attendre de la création d'une communauté régionale. Au sommet de l'Asean+3 de décembre 2003 est adoptée une « Déclaration de Tokyo pour une relation

Asean-Japon dynamique et durable dans le nouveau Millénaire » qui souligne l'engagement des pays concernés en faveur de cette communauté.

Lors du sommet de l'Asean+3 qui a lieu en juillet 2004 à Singapour, le Premier ministre japonais offre trois axes de réflexion sur la future Communauté : 1. la concertation politique qui peut renforcer ses capacités dans certains domaines (libre-échange, lutte anti-terrorisme) ; 2. la nature de ses relations avec les États-Unis et l'Australie ; 3. la manière de concevoir son unité autour de valeurs communes, parmi lesquelles le Japon place le respect de la démocratie. De fait, ce dernier point est, pour le Japon, de première importance : il espère faire contrepoids à la Chine en associant l'Australie et la Nouvelle-Zélande (voire, les États-Unis) à la communauté en devenir pour que les valeurs démocratiques y dominent. Il y parviendra effectivement, les deux pays étant invités, avec l'Inde, à rejoindre la Communauté (les États-Unis déclinent quant à eux l'invitation, soumise à l'adhésion au traité d'Amitié et de coopération de l'Asean de 1976).

La Chine, pour sa part, ne veut pas que la Communauté se fasse au détriment de l'Asean+3, où elle-même, le Japon et la Corée pèsent du même poids. Elle craint d'être isolée dans une organisation dominée par des démocraties et où les intérêts américains trouvent des échos dans les positions du Japon, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Elle y préfère le format du Forum Régional de l'Asean (1994), ce d'autant plus qu'elle est parvenue à y faire contrepoids avec la création du Groupe de Shanghai (1996).

L'Asean, quant à elle, veut rester maître de ce nouveau jeu tant qu'elle peut encore en fixer les règles : elle rejette de ce fait la proposition de la Chine d'accueillir le prochain sommet, en 2007.

Le sommet de Kuala Lumpur se ressent donc des tensions que traversent les relations Chine-Japon<sup>2</sup>. Le sommet de l'Asean+3 n'a pas permis cette année la réunion dans son prolongement entre les chefs d'État du Japon, de Chine et de Corée : ces derniers ont en effet décidé de sanctionner M. Koizumi pour ses visites au temple Yasukuni. La presse

<sup>1</sup> « Jiritsutekina wakugumi kakkiteki », *Asahi*, 9 décembre 2005.

<sup>2</sup> Selon les propos rapportés : « Nicchûkan gikushaku », *Yomiuri*, 15 décembre 2005.

japonaise est à l'affût de signes de sympathie (au moment de la signature de la déclaration finale, le passage du stylo, de la main de M. Hu Jintao à celle de M. Koizumi est très remarqué). Les pays de l'Asean s'alarment de tensions persistantes, qui finissent par leur rappeler à eux-mêmes de mauvais souvenirs : en avril 2005, le gouvernement de Singapour a critiqué le manuel « pour une nouvelle lecture de l'histoire », soulignant qu'il donnait une curieuse interprétation de la guerre du Pacifique.

Le sommet de l'Asie orientale fut l'occasion d'un exposé par le ministre des Affaires étrangères Asô Tarô de la diplomatie asiatique du Japon, le 7 décembre. Le Japon est pour l'Asie un « pionnier de la pratique, un leader de la pensée » (*jissenteki senkusha – sôto rîdâ*). Le ministre relève que le coût de l'apprentissage du nationalisme pour le Japon a été élevé et que beaucoup de pays en ont fait les frais, ce dont le Japon doit se souvenir avec humilité. Il met ensuite en garde : le Japon n'est pas encore ce vieux sage dont l'esprit serait à l'abri d'une poussée de fièvre nationaliste, mais si celle-ci devait survenir, les institutions démocratiques du Japon lui permettraient de la redresser. Le Japon a fait son apprentissage dans beaucoup de domaines (économique, politique) avant les autres pays asiatiques, et ses solutions continuent de faire école. Le Japon fait aussi figure de stabilisateur de la région, par son alliance avec les États-Unis. Conscient des souffrances infligées notamment à la Chine et à la Corée, il les invite à considérer ce passé à la lumière des soixante années écoulées depuis dans la paix. Il appelle enfin la Chine à faire preuve de transparence dans son budget militaire.

Quinze jours plus tard, dans une conférence de presse, le 22 décembre, le ministre déclare que, « certainement, par la taille de sa population, sa possession de l'arme nucléaire, la progression à deux chiffres de ses dépenses militaires depuis 17 ans sans que l'on connaisse leur nature, la Chine est en train de devenir une menace » (*kanari kyôï ni naritsutsuaru*). La Chine trouve ces propos déplacés dans la bouche d'un ministre des Affaires étrangères. Un mois après, le ministre invite l'Empereur à se rendre au temple Yasukuni, pour modérer sa déclaration la semaine suivante (31 janvier) : il était certes souhaitable que l'empereur, symbole du peuple, se rende au temple, mais compte tenu des différents problèmes qui devaient être réglés avec les pays voisins, les circonstances

ne s'y prêtaient pas. Le 4 février, M. Asô a également évoqué les bienfaits de la colonisation japonaise pour Taiwan, suscitant la critique dans les bancs mêmes de la majorité. S'il était besoin, M. Asô a clairement exprimé ses vues en prévision de l'élection de septembre.

Le président du parti démocrate provoque plus encore la controverse dans ses rangs sur sa ligne diplomatique. M. Maehara a estimé que la Chine était un sérieux sujet de préoccupation (« *real concern* ») le 8 décembre à Washington lors d'une conférence au *Center for Strategic and International Studies*. Puis, lors d'une conférence à l'Institut d'études diplomatiques de Pékin, le 12 décembre, il a constaté que « les voix présentant la Chine comme une menace militaire se faisaient nombreuses au Japon ». Après son intervention, répondant à une question de son auditoire, il a précisé que la Chine était « une réelle menace » (*genjitsutekina kyôï*), ajoutant qu'il s'agissait là d'un sentiment personnel, non de la position de son parti.

Ces déclarations n'en ont pas moins déplu à certains des membres du Parti démocrate, qui ont fait entendre leurs vues lors de leur assemblée du 16 décembre<sup>3</sup>. M. Maehara a été élu à une voix de majorité sur son concurrent. La voie diplomatique qu'il emprunte s'écarte de celle de son prédécesseur, soucieuse de fédérer les deux ailes du parti, et n'est plus très différente de celle du Jimintô, aux yeux de ses détracteurs. Concernant les visites au Yasukuni, M. Maehara se montre toutefois moins dogmatique que M. Koizumi : le Premier ministre, le ministre des Affaires étrangères et le secrétaire général du gouvernement n'ont vraiment pas d'obligation de s'y rendre selon lui (*sukunakutomo omawarisubekidehanaï*)<sup>4</sup>.

Certaines personnalités de la majorité s'efforcent de rétablir de bonnes relations avec la Chine. Les présidents des comités politiques du Jimintô et du Kômêtô se sont rendus en Chine le 19 février pour cinq jours, accompagnés de six parlementaires pour donner une conférence à l'université de Pékin, rencontrer des hommes d'affaires et parler des « problèmes historiques » avec Wu Bangguo, président du comité directeur du Congrès national du Peuple, et Zheng Qinghong, vice-président chinois. Par ailleurs, Yamazaki Taku,

<sup>3</sup> *Asahi* du 17 décembre 2005.

<sup>4</sup> Conférence du 8 décembre, *Asahi* du 10 décembre 2005.

proche de Pékin et s'attachant à assembler les appuis des modérés de la majorité, a annoncé qu'il présenterait sa candidature au poste de Premier ministre en septembre prochain.

A la fin de l'année dernière, les gouvernements japonais et chinois se sont mis d'accord pour que commence au début de cette année le nettoyage des sites sur lesquels l'armée impériale a abandonné des armes chimiques à la fin de la Seconde Guerre mondiale<sup>5</sup>. Les discussions se poursuivent également entre diplomates pour tenter de trouver un compromis sur l'exploitation du gaz de mer de Chine orientale. Mais, le suicide du consul général japonais à Shanghai en mai 2004, auquel il est apparu en décembre 2005 que les autorités chinoises avaient pu être mêlées indirectement, a constitué un nouveau sujet de tension<sup>6</sup>.

Selon un sondage du *Yomiuri*, plus de 71% des Japonais font peu ou ne font pas confiance à la Chine à l'heure actuelle<sup>7</sup>.

Sources : sites du MOFA, du Kantei, de l'Asean, du CSIS ; *Yomiuri*, *Asahi*.

## **2. Le report de la réforme de la loi sur la succession impériale**

Le projet de réforme de la loi de succession impériale est reporté jusqu'à la première échographie de la princesse Kiko. La nouvelle de la grossesse de l'épouse du fils cadet de l'empereur, âgée de 39 ans, a suspendu le projet de réforme engagé en novembre dernier.

Le 21 novembre un Comité des sages chargé de faire des propositions de réformes du mode de succession au trône (*Kôshitsutenpanni kansuru yûshikishakaigi*), patrilinéaire et masculine, avait publié un rapport libéral : non seulement les femmes devaient être admises à succéder au trône, mais leur descendance également, comme en Angleterre. La règle qui devait s'imposer était celle du premier enfant. Qui plus est, les femmes en se mariant, ne devaient plus perdre leur qualité impériale comme ce fut le cas récemment encore pour la fille de l'Empereur.

L'opinion est très favorable à une telle réforme<sup>8</sup> : 73% des personnes interrogées souhaitent une réforme de la règle de

succession au trône et l'ouverture de son accès aux femmes ; la succession matrilineaire doit être admise pour 60% d'entre elles. Sur la primauté d'accès au trône, les réponses sont partagées : 40,5% restent favorables à une primauté masculine, tandis que 37% estiment que l'aîné doit être l'héritier du trône quelque soit son sexe.

Le rapport avait été bien accueilli par l'opposition et le Premier ministre semblait décidé à inviter la Diète à suivre ses recommandations. Mais en décembre, un cousin des princes héritiers, au cinquième rang dans l'ordre de succession, a estimé que toutes les hypothèses devaient être épuisées avant d'engager une réforme. Les hommes politiques opposés à cette réforme ont dès lors fait entendre leurs voix plus librement.

L'ancien Premier ministre Nakasone a fait connaître ses vues dans les colonnes du *Yomiuri* le 29 janvier : les femmes doivent pouvoir accéder au trône comme ce fut le cas dans le passé à plusieurs reprises (jusqu'à l'époque Meiji), mais comme alors, ces femmes ne peuvent transmettre le droit à la couronne qu'elles ont reçu de leur père. Qui plus est, lorsqu'il y a un enfant des deux sexes, l'homme doit en être l'héritier.

Le 1<sup>er</sup> février, mille deux cents personnes ont ouvert une Convention d'urgence contre la réforme précipitée de la succession impériale (*Kôshitsutenpan sessokuna kaiteini hantai suru kinkyûshûkai*). Elles appartenaient au groupe des parlementaires « Assemblée du Japon » (*Nihonkaigi kokkaigiinkondankai*) et aux associations Assemblée du Japon (*Nippon Kaigi*), Réfléchir à la succession au trône (*Kôshitsu tenpan wo kangaeru kai*). Le même jour, cent soixante-treize parlementaires (135 du Jimintô et 23 du Minshutô, 5 du Nouveau parti du peuple) ont signé une pétition appelant à débattre de la réforme. Le 3 février, la NHK a retransmis les propos du ministre des Affaires étrangères M. Asô, du secrétaire général du gouvernement M. Abe, du ministre de la réforme administrative Chûma Kôki : pourquoi tant se presser alors qu'une grossesse était encore possible ? Une grossesse officiellement annoncée le 7, à point nommé.

Sources : *Asahi*, *Yomiuri*, NHK.

<sup>5</sup> « Nenakeni shorishisetsuchakkô », *Asahi*, 18 novembre 2005.

<sup>6</sup> *Yomiuri*, 12 janvier 2006.

<sup>7</sup> « Chûgoku heno fushin senmei ni », 15 décembre 2005.

<sup>8</sup> *Yomiuri* du 14 décembre 2005.

### 3. Le défi démographique du Japon

En 2005, le taux de fécondité (qui mesure le nombre d'enfants par femme de 15 à 49 ans) a été de 1,27 enfants par femme, et le nombre des décès a dépassé de 10 000 celui des naissances. Le gouvernement élabore par conséquent une politique familiale plus active.

En 1990, l'annonce que le taux de fécondité était tombé à 1,57 produisit une prise de conscience (*1.57 shokku*). Le gouvernement adopta un premier plan quinquennal « Anges » (*Angel plan*, 1994-1999) augmentant le nombre de crèches. Le deuxième plan quinquennal (2000-2004) visait à faciliter la reprise du travail pour les jeunes mamans par l'augmentation du nombre de crèches et mit en place les premières incitations fiscales. Deux lois, l'une sur la société vieillissante (*Shôshika shakai taisaku kihonhō*), l'autre de développement des générations à venir (*Jisedai ikuseishien taisakusuishinhō*), ont été adoptées en 2003. Sur le fondement de la première est créé en 2003 un comité interministériel de réaction au vieillissement de la société (*Shôshika shakai taisaku kaigi*). La seconde offre une base légale aux initiatives des régions et des entreprises dans le domaine. Ainsi, l'arrondissement de Chiyoda à Tokyo a annoncé au début du mois de février 2006 qu'il accorderait désormais un soutien financier du cinquième mois de grossesse jusqu'aux 18 ans de l'enfant.

En 2004 est adopté un troisième plan quinquennal (2005-2009) d'aide à la naissance et à l'éducation des enfants qui tend à améliorer l'autonomie financière des jeunes. En octobre 2005 est établie une nouvelle commission sur le vieillissement de la société (*Shôshika shakai taisaku suishin kaigi*) composée majoritairement d'experts. En octobre 2005, un ministre de la Dénatalité et de l'Égalité hommes-femmes, Mme Inoguchi, est nommé pour la première fois et 145,7 Mds de yens (1,3 Mds euros) sont alloués à la politique des naissances au budget 2006.

Les allocations familiales ont été étendues aux enfants de 3 à 6 ans en 2000, puis à 9 ans en 2004 (sur proposition du Kôméitō). L'indemnité allouée est de 5000 yens par mois pour le premier et pour le deuxième enfant, et de 10 000 yens par mois à partir du troisième (pour les personnes soumises aux régimes sociaux généraux, *kokumin nenkin* pour les non-salariés et *kôseinenkin*, régime salarié).

Le gouvernement envisage actuellement l'augmentation et l'extension des aides à la naissance et à l'éducation des enfants ; une meilleure prise en charge des frais médicaux des nourrissons et enfants ; une diminution des impôts des classes d'âge susceptibles d'avoir des enfants ; la gratuité de l'accouchement ; un abaissement du coût des crèches et jardins d'enfants.

Il examine également les moyens de réconcilier vie de famille et travail : en rendant effective la prise de congés ; en augmentant le nombre de garderies, notamment en entreprise ; en mettant en place de nouvelles mesures pour faciliter le retour à l'emploi après une naissance. Début janvier, le gouvernement a ainsi assoupli les conditions d'exemption ou de réduction des frais de garderie dont bénéficient les ménages à revenus faibles ou moyens pour leur deuxième enfant<sup>9</sup>. Ces familles bénéficiaient d'une réduction de 40% des frais de crèche de leur deuxième enfant, si le premier se trouvait également en crèche. A partir du printemps prochain, la réduction sera de 90% si les deux enfants se trouvent en crèche en même temps, et de 60% dans le cas contraire. Le gouvernement envisage également de récompenser les entreprises offrant un cadre de travail plus compatible avec la vie de famille.

Comme dans beaucoup d'autres pays développés, les mentalités sont certainement appelées à évoluer : les femmes doivent se donner plus de mal que les hommes pour faire carrière bien qu'en théorie une carrière en entreprise leur soit désormais ouverte, et elles peinent à concilier travail et famille. Un sondage du gouvernement de 2004 révèle que la conception traditionnelle du rôle des femmes n'est plus dominante<sup>10</sup> : 45% trouvent que, dans le couple, la femme s'occupe du foyer et l'homme travaille dehors, 49% ne sont pas d'accord. 37,7% pensent qu'une femme doit continuer à travailler après avoir eu un enfant ; 36,6% qu'elle doit s'interrompre et reprendre quand il a grandi.

Sources : *Asahi*, *Yomiuri*, *Kôseirôdôshô* (ministère de la Santé publique et du Travail).

<sup>9</sup> *Asahi*, 13 janvier 2006.

<sup>10</sup> *Danjokuyôdosankakushakai ni kansuru seron chôsa*.

#### **4. Affaire Livedoor : la chute d'un symbole**

Takafumi Horie, âgé de 33 ans, président de Livedoor (portail de services sur Internet), a été mis en examen et placé en détention provisoire le 23 février. Il a démissionné deux jours plus tard. Le bureau du Procureur de district de Tokyo enquête notamment sur la violation de la loi sur les titres et échanges (*Shōkentōrihiki hō*) par Livedoor et par l'une de ses filiales, Livedoor Marketing (Value Click Japan, à l'époque des faits, en 2004). Ces deux dernières ont notamment manipulé leurs comptes (par le biais de sociétés occultes) et fait des déclarations mensongères (en prétendant que ValueClick allait acheter un éditeur, MoneyLife, par échange d'actions, alors qu'il était déjà sous le contrôle du groupe). Trois autres responsables de Livedoor ont été écroués.

La perquisition lancée le 16 février par la Commission de surveillance des valeurs et des échanges a entraîné la vente massive des actions Livedoor dont la capitalisation boursière a perdu 100 Mds de yens le 17 (935 000€ environ). Le 18, la Bourse de Tokyo a été subjuguée par le nombre de transactions de petits porteurs.

Horie était devenu très médiatique en février 2005 lorsqu'il avait tenté une OPA hostile contre Nippon Broadcasting (NBS), station de radio du groupe Fujisankei, dont fait partie la chaîne de télévision Fuji. Fuji TV, dans un réseau de participations croisées caractéristique des médias japonais, détient des parts de NBS qui détient 22,5% de Fuji TV. Horie était devenu propriétaire majoritaire de NBS en achetant des actions après les heures de clôture du marché. Ce faisant, Horie visait le capital de Fuji TV. NBS a tenté de procéder à une augmentation de capital que Livedoor est parvenu à bloquer en justice. Horie avait profité des failles de la loi : le droit japonais ne contenait pas de dispositions sur les OPA hostiles.

Malgré cette victoire judiciaire, Livedoor a finalement accepté de céder ses parts de NBS (NBS menaçait de réduire la valeur de ses actions en vendant sa filiale de production musicale). En contrepartie, Fuji TV a acheté 13% du capital de Livedoor. L'affaire s'était donc conclue de manière bien traditionnelle.

Ayant été admis au Keidanren, Horie était également entré en politique en se présentant en septembre comme « tueur » (*shikyaku kōhōsha*, une expression employée par

certains médias pour désigner les candidats envoyés par M. Koizumi sur les terres des adversaires à la privatisation de la Poste, les *yūshikyakusha*) dans la circonscription de l'anti-réformiste Kamei, à Hiroshima. Le secrétaire général du PLD, M. Takebe, et le ministre en charge de la réforme de la Poste, M. Takenaka, ont soutenu sa candidature, tout comme M. Koizumi. Horie était pour eux le meilleur avocat des réformes et du vent nouveau qu'ils promouvaient.

Aujourd'hui, le gouvernement est affaibli par ce scandale auquel trois autres s'ajoutent : la falsification des données sur la résistance sismique de bâtiments d'habitation par plusieurs cabinets d'architectes qui pourrait concerner 10 000 immeubles ; la reprise des importations de bœuf américain sans l'enquête préalable à laquelle, selon l'opposition, le gouvernement s'était engagé ; des ententes et pots de vin dans l'attribution par l'agence des Equipements de Défense (*bōei shisetsu chō*) de contrats de construction sur des bases militaires.

Sa cote de popularité est tombée 45% (le pourcentage des mécontents est équivalent)<sup>11</sup>. Il va s'attacher à renforcer les mécanismes de surveillance et de contrôle, notamment en renforçant les pouvoirs de la SESC, mais il est désormais affaibli dans sa poursuite des réformes. Aussi, le Premier ministre renonce à affronter une partie de sa majorité hostile à son projet de réforme du code impérial ; le Kōmeitō prend prétexte du scandale mettant en cause l'agence des Equipements de Défense pour suspendre les discussions sur la transformation de l'agence en ministère ; la commission de développement des voies ferrées et routières (*Kokuto kaihatsu kansen jidōshadō kensetsu kaigi*) projette de mener à terme les chantiers dénoncés comme inutiles par M. Koizumi. (Toutefois, la privatisation de quatre entités de gestion autoroutière a bien eu lieu en octobre 2005<sup>12</sup>.)

Certes, le projet réformateur du gouvernement va au-delà : les projets de lois qui vont être soumis à la Diète pendant la session actuelle portent sur la réforme administrative, celle de l'assurance maladie, et celle de la loi fondamentale sur l'éducation ; parmi les propositions de loi (d'origine parlementaire) figurent la réforme du système des retraites des parlementaires et la pénalisation des

<sup>11</sup> Nikkeinet, le 6 février.

<sup>12</sup> *Yomiuri*, 8 février 2006 ; *Asahi*, 8 février 2006.

commissions occultes perçues par les fonctionnaires.

Horie, naguère symbole de succès, d'audace et de dynamisme, incarne désormais la remise en cause du modèle social japonais (inefficace parfois, mais bienveillant). 75% des Japonais<sup>13</sup> disent sentir les effets de la société à deux vitesses (*kakusa shakai*) produite, selon l'opposition<sup>14</sup>, par les réformes.<sup>15</sup> Le sentiment d'appartenance à la classe moyenne reste cependant partagé par 90% d'entre eux.<sup>16</sup>

Sources : *Asahi*, *Yomiuri*, NHK.

### POINTS DE VUE D'ACTUALITE

**Fujiwara Kiichi\***, « Reconstituer la diplomatie économique de l'Asie » [*Ajia no keizai gaikô no saiken wo*], *Sekai*, janvier 2006, pp.136-153.

*Pour prévenir un isolement diplomatique et économique en Asie, le Japon doit renouer avec la diplomatie économique qu'il a longtemps menée à l'égard de l'Asean.*

A la mi-février 2006 se sont succédées un sommet nippo-américain, un sommet de l'APEC et un sommet nippo-russe. Le premier a produit des résultats ; dans le deuxième, l'écart entre Japon et États-Unis d'une part, les pays de l'Asean, la Chine et la Corée du Sud de l'autre, s'est creusé. Le dernier sommet n'a pas produit de résultat digne de ce nom. On peut voir dans cette succession le jeu diplomatique dans son quotidien, ou considérer qu'elle traduit le rayonnement de la tension en Asie. Les liens entre l'Asean, la Chine et la Corée se renforcent, comme ceux du Japon et des États-Unis, tandis que le Japon et la Chine, ainsi que les États-Unis et la Chine s'orientent vers la confrontation. Ces tendances sont-elles durables et quelles conséquences comportent-elles pour la diplomatie japonaise ?

<sup>13</sup> Sondage de l'agence Kyôdô, 27 janvier 2006.

<sup>14</sup> Selon certains membres du Jimintô comme le sénateur Aoki Mikio également (« Kakusashakai », *Yomiuri*, 12 février 2006).

<sup>15</sup> Le taux de chômage est retombé à 4,6% et l'offre d'emploi est égale à la demande (*kyûjimbairitsu*). Néanmoins, la part des « emplois précaires » a augmenté depuis cinq ans.

<sup>16</sup> En incluant les classes moyennes inférieures et supérieures (sondage du *Yomiuri*, 15 janvier 2006).

\* Professeur de politique internationale à l'université de Tokyo.

Le discours du président Bush sur l'état de l'Union de janvier 2002 évoqua un axe du Mal comprenant l'Irak, la Corée du Nord, et l'Iran, mais laissait néanmoins de côté la Lybie, la Syrie et la Chine. On en disait alors la raison : ces trois pays avaient uni leurs forces pour constituer un club, celui des « méchants aussi ». Cette expression ne provenait là que d'une anecdote en circulation sur le Web. Elle n'en reflète pas moins le dilemme de la diplomatie américaine qui comporte une contradiction certaine.

A partir des années Clinton, une paranoïa chinoise est apparue au sujet d'un engagement croissant des États-Unis dans la région.(...) Lors du dernier sommet nippo-américain, le président Bush a utilisé le terme liberté plus de quarante fois. Les propos du président avaient certes une finalité de politique intérieure ; il entendait justifier les objectifs d'une guerre (non pas contre les armes de destruction massive, mais pour le renversement du régime de Saddam Hussein) désormais contestée. Il n'en demeure pas moins qu'il y avait là un message extrêmement clair à l'attention de la Chine.

Il se produit entre la Chine et les États-Unis un phénomène de rattrapage. Quand l'équilibre des puissances s'altère, les relations internationales se tendent. Lorsqu'un pays accroît sa puissance et sort du *statu quo* antérieur, ses voisins s'inquiètent. Le pays en Asie qui a, aujourd'hui, un rattrapage à effectuer est certainement la Chine. Sa montée en puissance militaire a commencé dans les années 1980 et sa marine a fini par devenir menaçante pour l'Inde dans l'Océan indien. Elle a renforcé ses capacités aériennes et améliore actuellement, semble-t-il les performances de ses missiles guidés. Par ailleurs, elle cherche la restauration, voire l'accroissement, de son territoire. On ne peut qu'interpréter l'augmentation de sa puissance militaire comme ayant pour finalité l'accroissement de sa zone d'influence.

Pour autant, l'influence grandissante de la Chine ne provient pas de sa montée en puissance militaire, mais de sa croissance économique. De la sorte, l'idée que l'on puisse contenir la Chine par la dissuasion militaire est fondamentalement erronée. Si le Japon n'abandonne pas sa position de fermeté à l'égard de la Chine, on verra la diplomatie chinoise remporter des succès non seulement avec l'Asean, mais aussi en Russie et en Inde. Par un usage accru des problèmes historiques,

le gouvernement chinois aura isolé le Japon. Comment prévenir cela ?

Il nous faut reconstruire une diplomatie économique avec les pays asiatiques. Washington est réticent à la formation en Asie d'un bloc économique. Mais entre un bloc dominé par la Chine et opposé aux États-Unis, et un autre dominé par le Japon et qui préserve le cadre des échanges commerciaux en Asie-Pacifique, la seconde solution est nettement plus à l'avantage des États-Unis que la première. Il est aussi dans l'intérêt du Japon de constituer un réseau qu'il contrôle. Il ne s'agit pas seulement pour le Japon de renforcer son influence, notamment économique, mais de contribuer par là à la stabilité de l'Asie.

**Yoshida Haruki\*\***, « Commencer par établir une communauté économique » [Mazu ha keizaikyôdôtai no sôsetsukara], *Sekai*, janvier 2006, pp.171-177.

*La communauté d'Asie orientale doit être fondée sur la Chine, la Corée du Sud, le Japon, Taiwan, et les dix pays de l'Asean qui constituent ensemble « l'usine du monde ». La Russie, l'Inde et l'Australie n'ont pas leur place dans cet ensemble.*

En Russie, seule la Sibérie est asiatique, et la Sibérie ne constitue qu'une petite partie du territoire russe. Certes, les questions énergétiques ne peuvent être écartées des domaines de coopération entre la Chine, la Corée et le Japon, et les ressources énergétiques de Sibérie en relèvent. La Russie est certes un facteur pour l'amélioration de la coopération dans ce domaine, mais elle n'a pas besoin pour autant de faire partie de la Communauté.

L'Inde, pour sa part, a une économie axée sur les nouvelles technologies qui, dans la perspective d'une intégration économique, présente ses propres caractéristiques. En outre, si l'Inde était incluse dans la Communauté, la population de cette dernière représenterait trois milliards d'êtres humains, soit la moitié de la population du globe, ce qui ôterait tout sens à la notion de communauté.

Quant à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande, leur participation à la Communauté est

compromise par le fait que ces deux pays sont de gros producteurs agricoles. Il faut incontestablement renforcer nos liens avec ces deux pays, mais envisager leur participation n'est pas réaliste. Les produits agricoles doivent recevoir un traitement particulier dans le développement du libre échange.

Le Japon se doit de faire preuve d'initiative dans l'établissement de la Communauté Est-asiatique : en tant que pays développé, il est celui qui peut en tirer le plus grand bénéfice.

**Hidaka Yoshiki<sup>†</sup>** « Pourquoi a-t-on retiré les Marines d'Okinawa ? » [Okinawa no kaiheitaiha naze hiitaka], *Voice*, janvier 2006, pp.116-123.

*Par-delà la question des bases, la transformation américaine met en œuvre la nouvelle stratégie des États-Unis à l'égard de la Chine.*

La transformation américaine n'est pas une entreprise de fermeture et de déplacement de bases. Il s'agit pour les États-Unis d'établir un nouveau système de bases en un temps donné. Au Japon, les hommes politiques, l'administration, les journalistes, les universitaires, concentrent leurs débats sur deux questions : quand la transformation sera-t-elle achevée et quelle conséquence aura-t-elle sur les bases japonaises et régionales de l'armée américaine ?

Or, la transformation est en tant que telle une nouvelle stratégie déployée à l'égard de la Chine. Si un élément de cette importance a pu échapper aux Japonais, c'est en raison de leur biais pacifiste (*heiwa boke*). Les États-Unis ont déplacé le commandement des Marines d'Okinawa à Guam parce qu'en cas de guerre en Asie, ils n'ont pas l'intention d'entreprendre de combats terrestres sur la péninsule coréenne. Pour échapper à une attaque de missiles chinois, le plus rationnel était de placer le commandement à Guam et de poster des unités de combats en mer.

Quelques milliers de Marines pourront être déployés en urgence, et les communications et la stratégie de combat réalisées depuis Guam. Les forces aériennes, maritimes, ou les unités spéciales, seront autant que possible déployées dans le monde à partir de l'Asie pour pouvoir, le cas échéant, attaquer les positions chinoises à bonne distance.

\*\* Economiste (anciennement à la Banque industrielle du Japon, *Nippon kôgyô ginkô* ; a fondé son institut de recherches, l'Institut Yoshida, en 2000).

<sup>†</sup> Chercheur à l'Institut Hudson.

Les bases américaines au Japon sont amenées à perdre de leur utilité, y compris comme lieux d'entraînement, et la cinquième armée de l'air, à être éclipsée par la 11<sup>ème</sup> et par la 17<sup>ème</sup> armées qui constitueront les principaux éléments de l'armée américaine du Pacifique. La position fondamentale des États-Unis est de « penser l'impensable » sans faire couler le sang de ses soldats.

**Nakanishi Shintarô** ° « L'épanouissement d'un nationalisme japonais » [Kaika suru J nashonariwumu], *Sekai*, février 2006, pp.104-111.

*La culture populaire japonaise contribue à banaliser les théories révisionnistes et produit un nouveau nationalisme.*

Pourquoi le manga de Yamano Sharin, « Courant anti-coréen » (*Kenkanryû*, Shinyûsha), produit du Net, est-il un best-seller ? Pourquoi les jeunes sont-ils devenus réceptifs aux discours racistes ? De tels textes, faisant l'apologie de la violence coloniale, attestent de l'émergence d'un nationalisme agressif d'une nouvelle sorte. Il correspond à un stade dans l'histoire du Japon contemporain où celui-ci s'efforce de devenir une grande puissance militaire, et constitue l'aboutissement d'un processus de repli identitaire et culturel.

Face aux Coréens qui aiment se dire passionnés, les Japonais se présentent comme raisonnables. Des dessins animés comme « Le détective Conan » (*Meitantei Konan*) et « Les enquêtes du jeune Kindaichi » (*Kindaichi shônen no jikenbo*) recourent à cette représentation simpliste. Ce genre de nationalisme diffère de celui qui s'indigne de la « décadence » de la société japonaise de l'après-guerre et exprime une nostalgie du Japon d'avant-guerre. Mais il s'en rapproche par le fait même qu'il cherche à s'en distinguer.

De deux interlocuteurs, celui qui offre des explications paraît plus convaincant de par sa position même que celui qui les réclame fébrilement. [Une relation quasi-coloniale s'établit entre eux, dans laquelle celui qui explique est en position de supériorité.] En lançant le courant Arrogance (ou « gômanisme », néologisme formé à partir de *gôman*, arrogance), l'auteur de manga

révisionnistes Kobayashi Yoshinori s'est doté d'un outil de légitimation et s'est placé dans la position de supériorité qu'a par nature celui qui fournit des explications. Son « arrogance » s'est généralisée et est désormais nationale. Un « révisionnisme en bras de chemise »<sup>17</sup>, nouvelle culture de la domination, a fait son entrée dans la sous-culture : la colonisation par le Japon s'est trouvée justifiée, la question des dommages de guerre, rejetée, par un discours qui présentait toutes les apparences de la rationalité et de la démonstration.

**Harada Yutaka** °, « La diminution de la population va renforcer le pays » [Jinkôgenshōha kokuryoku wo takameru ], *Voice*, février 2006, pp.83-89.

*La diminution de la population peut stimuler les réformes et être compensée par une augmentation de la population active.*

Si l'on pense que les soldats font la force d'un pays, alors certainement la baisse de la natalité et le vieillissement de la population affaiblissent le pays. Si, en revanche, on considère que les forces nationales naissent parce que l'homme de la rue éprouve un certain bien-être, la baisse de la population accroît les forces nationales.

Alors même que la population diminue, le revenu par habitant ne baisse pas, tandis que la production, elle, se contracte. Si la proportion des personnes qui ne peuvent pas travailler augmente, le PNB par habitant diminue. On peut néanmoins agir sur ce processus.

Selon le Centre de recherches sur les questions de population et de sécurité sociale, la population japonaise aura diminué de 0,2% par an de 2000 à 2025. La population active, elle, aura diminué dans le même temps de 0,7% par an. Le différentiel de 0,5 point correspond à la perte de richesse due au vieillissement de la population. Toutefois, pendant la décennie des années 1990, qualifiée de décennie perdue et de décennie de stagnation, la population active a augmenté de 2% [par an]. Par conséquent, l'économie japonaise pourra certainement compenser ce différentiel de 0,5 point.

° Enseignant en sociologie (*kokusai bunka*) à l'université Ritsudaigaku (Yokohama).

<sup>17</sup> L'auteur reprend le terme du sociologue Okuda Takuji, *Japan cool*.

°° Economiste en chef, Daiwa.

Quant au poids des retraites, il ne faut pas le faire porter par les jeunes générations, sous peine de les décourager de travailler et de réduire leur taux d'épargne.

Le vieillissement de la population pèse sur la protection sociale par le biais des frais médicaux, des établissements de prise en charge des personnes âgées, et des retraites. Prenons les retraites. Pour l'année 2004, les allocations vieillesse (publiques) d'un couple de retraités étaient, selon le ministère de l'Intérieur, de 290 000 yens par mois [environ 2710€], et ses dépenses mensuelles, de 147 000 yens. Ainsi, les allocations représentent près du double des besoins d'un couple moyen. Si l'on estime que les allocations publiques constituent un système devant assurer la couverture des besoins de base des personnes âgées, on peut envisager la diminution d'une partie de ce surplus.

Le système des retraites japonais est le plus favorable au monde. Si l'on peut réduire rapidement les allocations et faire passer l'âge de la retraite à 65 ans, il ne sera pas nécessaire d'augmenter les contributions. On résout ainsi le problème des retraites. La prospérité des personnes âgées dépend de celle de la population active ; si l'on ne préserve pas la seconde, on compromet la première.

La longue stagnation des années 1990 a été le grand échec de la politique économique du pays. Néanmoins, le Japon se trouve de nouveau en phase de rattrapage et sa croissance a une marge d'augmentation. Il bénéficie en outre d'une compétence technologique considérable. Son PNB par habitant est supérieur à celui des États-Unis si l'on exclut de son évaluation les produits alimentaires, très coûteux au Japon. Le vieillissement de la population est une force qui peut dynamiser notre société.

**Kakibanashi Toshiaki<sup>18</sup>, « L'impact de l'accroissement des écarts sociaux sur les ressources humaines » [Kakusakakudai ga yugameru nihon no jinteki shigen], *Sekai*, mars 2006, pp.103-110.**

*La période de stagnation et les réformes qu'elle a entraînées ont sensiblement modifié la structure de la population active.*

L'OCDE a publié récemment une étude sur la proportion des pauvres dans les pays riches.

Avec un taux de pauvreté de 15,3%, le Japon arrivait en deuxième position, derrière les États-Unis (17,1%). Le meilleur score était celui du Danemark (4,3%) et la moyenne des pays de l'OCDE était 10,4%.

Comment se fait-il que le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté au Japon ait augmenté ?

1. La conjoncture s'améliore, mais elle a longtemps été mauvaise. Le nombre de chômeurs sans revenus a augmenté, tandis que chez ceux qui conservaient leur emploi, beaucoup subissaient une baisse de revenu.

2. La part des emplois à mi-temps ou à durée déterminée a augmenté ; ces emplois concernent désormais le tiers de la population active, et sont cause de paupérisation des jeunes qui les occupent davantage. Il y aurait parmi les jeunes quatre millions de *freeters* et soixante mille NEETs<sup>18</sup>.

3. Outre qu'en comparaison des autres pays développés, le salaire minimum est bas, il y a des personnes qui travaillent en dessous de son seuil, de sorte que bien qu'occupant un emploi, certaines personnes tombent sous le seuil de pauvreté.

4. Le vieillissement de la population s'accompagne d'une augmentation du nombre de personnes âgées dépourvues de soutien. La perte du conjoint entraîne parfois une baisse soudaine des pensions de retraite.

5. L'augmentation du taux de divorce conduit à une augmentation des femmes avec enfant à charge. 60% des foyers monoparentaux seraient sous le seuil de pauvreté selon mes calculs.

Les deux groupes dont les revenus sont les plus élevés aujourd'hui sont des cadres supérieurs d'entreprises (33%) et des médecins (15%). Viennent ensuite les cadres, gestionnaires et administrateurs, particulièrement en entreprise (11%). Parmi ces derniers, deux changements importants se sont produits : les *salarymen* d'entreprises industrielles sont désormais moins nombreux dans ce groupe que les personnes qui ont créé leur entreprise ; ce groupe s'est déplacé de l'industrie vers les services.

Pour les hommes d'affaires comme pour les médecins, il est désormais plus intéressant de faire partie d'une petite structure. Les travailleurs japonais recherchent moins aujourd'hui le travail d'équipe qu'un travail leur procurant de l'autonomie.

<sup>18</sup> Professeur à l'université de Kyoto.

<sup>18</sup> Les *freeters* vivent de petits boulots. Les NEETs ne sont ni employés, ni étudiants, ni en formation.